

**PROVINCE DE QUÉBEC - CANADA
MRC DE COATICOOK
MUNICIPALITÉ DE SAINT-MALO**

Règlement numéro 369-2011

Règlement imposant les taxes et les compensations exigibles pour l'exercice financier 2011 ainsi que les conditions de leur perception

Lors de l'assemblée régulière du conseil municipal de Saint-Malo tenue le dixième jour de janvier de l'an deux mille onze et à laquelle assistent Monsieur le Maire, Jacques Madore et les conseiller-ère-s, Benoit Roy, Sylvie Robidas, Serge Allie, Vincent Tremblay, Robert Fontaine et Alain Tétrault, la résolution 2011-01-05 décrétant l'adoption du règlement numéro 369-2011 qui se lit comme suit :

ATTENDU QUE les taxes et les compensations doivent être imposées annuellement par règlement;

ATTENDU QUE en vertu de l'article 252 de la *Loi sur la fiscalité municipale*, le Conseil a le pouvoir de régler le nombre de versements offerts aux contribuables pour acquitter le compte de taxes et les compensations pour les services municipaux;

ATTENDU QU' un avis de motion a été donné le 8 novembre 2010, par le conseiller Robert Fontaine;

ATTENDU QU' une copie du présent règlement a été remise aux membres du conseil au plus tard deux jours juridiques avant la présente séance, que tous les membres présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à sa lecture;

EN CONSÉQUENCE

il est proposé par le conseiller Serge Allie,
appuyé par le conseiller Robert Fontaine,

et résolu que le règlement suivant soit adopté :

ARTICLE 1

Il est imposé et il sera prélevé, pour l'année 2011, sur tous les immeubles imposables de la municipalité, une taxe foncière générale sur la base de la valeur portée au rôle d'évaluation à raison de 0,68 \$ par cent dollars d'évaluation foncière. Ce taux s'applique aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations enregistrées (E.A.E.).

ARTICLE 2

Le tarif pour l'enlèvement, le transport, la disposition des ordures et des matières compostables est fixé comme suit :

- 2.1 tarif imposé de 150 \$ par année pour chaque habitation uni-familiale.
- 2.2 tarif imposé de 150 \$ par année pour chaque logement compris dans une habitation multi-familiale, exemple : duplex, quadruplex, etc.
- 2.3 tarif imposé de 175 \$ par année pour le ou les bâtiment(s) de ferme où sont gardés des animaux pour la revente ou la reproduction de lait ou autres produits. Ce tarif ne s'applique qu'une seule fois, quelque soit le nombre de bâtiments où l'agriculteur garde des animaux; les compagnies co-propriétaires ou sociétaires et le propriétaire unique sont définis comme étant une seule identité. Le tarif de 2.4 ne s'applique pas dans ce cas.

- 2.4 tarif imposé de 150 \$ par année pour chaque entreprise, commerce, bureau ayant un local dans la municipalité. Il est entendu que ce tarif s'applique aux propriétaires du local que ce soit lui-même ou un locataire qui exerce la profession, le métier, etc.
- 2.5 tarif imposé de 90 \$ par année pour chaque maison secondaire, de camp de chasse, de chalet, de roulotte, de camp de bûcherons, etc.

ARTICLE 3

Le tarif pour la collecte des matières recyclables (collecte sélective) est fixé à 65 \$ par année pour la collecte des matières recyclables (collecte sélective) qui s'appliquent aux propriétaires tel que défini plus haut soit les articles 2.1, 2.2, 2.3, 2.4.

Le tarif pour ce service doit, dans tous les cas être payé par le propriétaire.

ARTICLE 4

Il est à noter que les résidences hors circuit sont considérées comme maison secondaire pour l'application de la tarification, pour la cueillette des résidus domestiques et la collecte des matières recyclables.

ARTICLE 5

Le tarif du service d'épuration des eaux usées est fixé à 165 \$ par unité (unité étant définie dans le règlement 286-2002, modifié par le règlement 305-2005 et 320-2007) pour les immeubles desservis et aussi lorsque le service est à sa disposition.

Le conseil, suivant l'article 557 du C.M. et 244.3 de la Loi sur la Fiscalité municipale, peut effectuer le raccordement des égouts au frais de la municipalité de la ligne de lot du propriétaire sur l'emprise municipale du terrain, pour tout propriétaire qui en fait la demande et qui accepte les conditions établies par le conseil de la municipalité.

Le tarif pour le service des égouts doit, dans tous les cas, être payé par le propriétaire.

ARTICLE 6

Les tarifs applicables aux citoyens concernés par le règlement 286-2002 modifié par les règlements 305-2005 et 320-2007 sont les suivants :

À l'ensemble de la population :

- Selon le rôle d'évaluation 0,017 \$ du 100 \$ d'évaluation

Aux propriétés desservis :

- La collecte selon l'évaluation 0,131 \$ du 100 \$ d'évaluation
- L'assainissement selon l'évaluation 0,049 \$ du 100 \$ d'évaluation
- La collecte selon les unités 358 \$ / l'unité
- L'assainissement selon les unités 139 \$ / l'unité

ARTICLE 7

Le conseil municipal décrète que la taxe foncière et toutes les autres taxes seront payables en quatre versements égaux, le premier versement étant dû trente (30) jours après l'envoi du compte de taxes, le second versement le 13 juin 2011, le troisième le 29 août 2011 et le quatrième le 14 novembre 2011. Pour appliquer le mode de versements égaux, le montant total d'un compte de taxes, pour l'année 2011, doit être supérieur à 300 \$. Cependant, le débiteur peut, en tout temps, acquitter le montant complet en un seul versement.

ARTICLE 8

Les prescriptions de l'article 7 du présent règlement s'appliquent également aux suppléments de taxes municipales ainsi qu'à toutes taxes exigibles suite à une correction au rôle d'évaluation, sauf que le deuxième versement doit être payé le ou avant le 90^e jour qui suit le dernier jour où peut être fait le premier versement et le troisième versement doit être payé le ou avant le 90^e jour qui suit le dernier jour où peut être fait le deuxième versement.

ARTICLE 9

Le Conseil décrète que lorsqu'un versement n'est pas fait à son échéance, seul le montant du versement est alors exigible et porte intérêt à un taux de quinze pour cent (15 %) par année.

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Adopté à Saint-Malo, ce 10^e jour du mois de janvier 2011.

JACQUES MADORE,
Maire

Édith Rouleau,
Directrice générale et
secrétaire-trésorière

Avis de motion : 8 novembre 2010
Adoption : 10 janvier 2011
Publication : 18 janvier 2011